



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Une agriculture sans paysans : la grande culture du blé au Cameroun

Monsieur Jean Boutrais

Citer ce document / Cite this document :

Boutrais Jean. Une agriculture sans paysans : la grande culture du blé au Cameroun. In: Économie rurale. N°147-148, 1982. pp. 51-54;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1982.2835>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1982_num_147_1_2835

Fichier pdf généré le 08/05/2018

UNE AGRICULTURE SANS PAYSANS : LA GRANDE CULTURE DU BLE AU CAMEROUN

Jean BOUTRAIS

Géographe à l'ORSTOM

Depuis quelques années, les importations de blé augmentent rapidement dans la plupart des pays d'Afrique Noire. En s'adressant aux pays céréaliers de la zone tempérée, les Etats africains dépendent de pays qui sont déjà leurs fournisseurs de produits manufacturés. A la dépense industrielle et financière s'ajoute ainsi une nouvelle dépendance que rien ne semble justifier.

La consommation de pain est un phénomène relativement récent en Afrique Noire. C'est l'exemple typique d'un besoin artificiel créé par la présence coloniale. Les productions de céréales locales ou de tubercules suffisent le plus souvent pour suppléer l'absence de production traditionnelle de blé. La consommation de pain ne comble pas une carence alimentaire, ce qui ne l'empêche pas de se développer rapidement. Ancien aliment de luxe réservé à quelques catégories sociales des villes, le pain est en train de devenir un aliment de masse. Si son introduction date de l'époque coloniale, sa diffusion s'élargit considérablement lors des dernières décennies. Ne pouvant ou ne désirant pas freiner une tendance de leurs consommateurs jugée irréversible, les responsables africains tentent de surmonter tant bien que mal cette nouvelle dépendance alimentaire.

DE LA DEPENDANCE AU LANCEMENT DE LA CULTURE DU BLE AU CAMEROUN

Une étude de la consommation du pain au Cameroun ferait ressortir de grandes différences entre régions, ethnies et catégories sociales. Elle mettrait en évidence l'opposition entre les consommateurs urbains et ceux des campagnes. Comme dans les autres pays africains, le pain est d'abord l'aliment des citadins et, parmi ceux-ci, des habitants de Yaoundé et de Douala. Cependant, il tend à gagner quelques régions rurales, en particulier le plateau bamiléké et l'arrière-pays de Douala.

Les inventaires de marchés ou les enquêtes alimentaires devraient permettre de suivre les progrès de la consommation. Cependant, les premiers ne signalent jamais sa présence : le pain est distribué par un réseau de points de vente en dehors des marchés traditionnels. Quant au témoignage des enquêtes alimentaires ou de niveau de vie, il est disparate et relativement ancien. Les enquêtes entreprises par la SEDES, au cours des dernières années soixante, mettent en évidence une consommation encore restreinte en zone cacaoyère mais déjà habituelle à Yaoundé.

L'évolution des importations de blé exprime de manière globale l'accroissement chiffré de la consommation. Limitées à moins de 10.000 tonnes d'équivalent farine avant 1950, elles passent à 40.000 tonnes à la fin des années soixante et à 70.000 tonnes une décennie plus tard.

Cette augmentation n'est pas régulière mais subit une série d'à-coups. Ils enregistrent les variations de niveau de vie des consommateurs mais répercutent en même temps les tendances d'un marché mondial devenu agité lors des

dernières années. Ainsi, la crise des années 1972-74, marquée par une hausse brutale du prix du blé, se traduit-elle par un tassement des importations camerounaises. Depuis lors, elles reprennent rapidement. Le pourcentage en valeur du blé atteint 30 % des achats alimentaires du pays en 1978 (5 milliards CFA).

Devant le poids croissant de cette dépendance alimentaire, le Cameroun a adopté une première solution commune à la plupart des pays africains gros importateurs de blé : le traitement sur place par une minoterie. L'importation de blé en grains est moins dispendieuse que celle de farine ; elle résout des problèmes de conservations des stocks et offre des sous-produits utilisables en élevage (aliments pour les volailles ou le bétail).

Malgré ces avantages, la minoterie du Cameroun ne date que de 1967, alors que la plupart des pays africains côtiers disposent déjà de leurs installations. Dès le début, la capacité de la minoterie ne correspond pas aux besoins du pays. Bien qu'accrue à deux reprises, elle ne réussit jamais à couvrir entièrement des besoins qui augmentent encore plus vite. Contrairement à la Côte-d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon, le Cameroun doit continuer à importer des tonnages importants de farine.

La «Société Camerounaise de Minoterie» fait partie du groupe de la SOMDIAA (Société d'organisation, de management et de développement des industries alimentaires et agricoles) qui contrôle de nombreuses minoteries et industries agro-alimentaires en Afrique francophone. Il s'agit d'une filiale des Grands Moulins de Paris. Le traitement du blé à la minoterie de Douala ne diversifie pas les sources d'approvisionnement du pays. Contrairement à d'autres pays, où un élevage de volailles est associé à la minoterie, les issues de mouture sont réexportées du Cameroun.

Certains pays africains restreignent leurs importations de blé par des mélanges de farine. A la farine de froment s'ajoute soit la farine d'une céréale tropicale (le mil au Sénégal), soit celle du manioc (en Centrafrique). Ces mélanges ont permis au Sénégal de stabiliser ses importations de blé au cours des années 70. Jusqu'ici, le Cameroun n'a pas recouru à ces substitutions. En revanche, il s'engage dans une grande opération de culture du blé qui doit lui permettre d'assurer, en quelques années, son indépendance alimentaire.

Bien qu'il s'agisse d'une plante de pays tempérés, le blé n'est pas inconnu dans le pays. Du blé dur est cultivé depuis longtemps aux abords du lac Tchad. Les Allemands avaient réussi à introduire des variétés de blé tendre sur les plateaux de l'ouest, essais interrompus par la première guerre mondiale. Quelques villages en font une culture de jardins dans l'Adamaoua où de nouveaux essais s'avèrent concluants lors des premières années 70.

Devant l'accroissement de la consommation, le Cameroun décide de lancer une grande culture du blé. Le 3^e Plan Quinquennal (1971-1976) prévoit déjà de satisfaire 10 à 20 % des besoins nationaux avant 1976. En fait, la SODEBLE (Société de Développement de la culture et de la transformation du Blé) n'est créée qu'en 1975, date du passage de la phase des essais à celle de la production. Mais le projet table alors sur une progression rapide de la production : 25.000 tonnes de blé en 1979 et 120.000 en 1984 ou 85. A cette échéance, l'objectif consiste à couvrir la majeure partie des besoins nationaux en blé tendre (1).

Pour les responsables, les tonnages décidés ne seront atteints que par une grande culture mettant en œuvre de puissants moyens techniques. Il semble impossible d'atteindre des résultats comparables en introduisant le blé auprès de cultivateurs. Le choix n'est pas propre à cette culture. Tous les nouveaux programmes agricoles lancés au Cameroun lors des dernières années aboutissent à la création de grands complexes de production.

Une première phase préparatoire consistera à mettre en culture 10.000 hectares selon les méthodes préconisées. Ensuite, une superficie équivalente sera ouverte chaque année pour parvenir à 50.000 ha à la fin du programme. Les résultats des essais permettent d'escompter un rendement moyen de 24-25 quintaux/ha.

A cette grande entreprise agricole se joindra une minoterie édifiée à Ngaoundéré dès la fin de la première phase, au terminus de la nouvelle voie ferrée, le Transcamerounais. Ce complexe agro-industriel requiert des investissements de lancement importants : 10 milliards CFA. A la suite d'un accord avec le gouvernement, la SOMDIAA se voit confier l'organisation et l'encadrement de l'opération, sans participer toutefois directement à son financement. L'ambition du Cameroun est alors de devenir le «grenier à blé» de l'Afrique Centrale.

LES PREMIERES DIFFICULTES DE LA GRANDE CULTURE DU BLE.

La SODEBLE commence en 1975 la culture du blé à Wassandé, non loin de Ngaoundéré. Le plateau de l'Adamaoua atteint dans ce secteur une altitude de 1400-1500 mètres, ce qui limite l'incidence des maladies cryptogamiques. Le plateau, à soubassement basaltique, juxtapose de larges interfluves presque plats où les gros engins agricoles peuvent évoluer, à des vallées encaissées et plus boisées. Les sols rouges ferrallitiques de Wassandé comportent, à faible profondeur, un horizon argileux consistant qui ne facilite pas les pratiques culturales. Des affleurements de cuirasses ou de sols gravillonnaires risquent aussi de casser les socs de charrues. Bien qu'il s'agisse de sols dérivés de vieux basaltes, ils sont pauvres, surtout en phosphore. Les habitants cultivent les fonds de vallées aux sols d'apport plus riches mais les exigences techniques de la grande culture la reportent sur les hauts d'interfluve.

La région est faiblement peuplée, la densité rurale excédant de peu 3 habitants/km². Ce faible peuplement favorise la grande culture en limitant d'autant le nombre de personnes à expulser. Mais il ne facilite pas le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire à ce type d'entreprise, ni son ravitaillement.

Le faible peuplement rural ne doit pas faire illusion ; il va de pair avec une activité pastorale importante. La plupart des habitants de ce secteur sont des Foulbé éleveurs de bétail. A leurs troupeaux se joignent ceux des citadins de Ngaoundéré et d'autres propriétaires encore plus éloignés. Autant les gens à déplacer sont peu nombreux, autant les troupeaux à refouler, au fur et à mesure de l'extension du blé, sont importants et soulèvent des problèmes délicats avec les éleveurs.

La visite du secteur de Wassandé en 1979 offre un paysage inhabituel dans l'Adamaoua. Des horizons, dénudés de toute végétation, s'étendent à perte de vue, comme une plaine céréalière du Bassin Parisien. Les arbustes d'autrefois se restreignent aux versants de vallées. Rectilignes, de nouvelles pistes tracées en dos d'interfluves s'élargissent par endroits pour l'atterrissage des avions agricoles. Des camions, d'énormes tracteurs circulent à vive allure, soulevant à l'horizon des nuages de poussière en saison sèche. Des hangars métalliques isolés, brillant au soleil, matérialisent les nouveaux points forts de ces étendues anonymes. Vers la «base» de Wassandé, les hautes tours métalliques des silos complètent ce paysage céréalière moderne transplanté sous les tropiques. Aux villas blanches des cadres s'oppose le campement des manœuvres ressemblant déjà à un bidonville.

Les techniques de culture adoptées exigent un décapage intégral de la végétation dont les conséquences deviennent graves dès les premières années de culture. Un couple de tracteurs à chenilles entraîne une chaîne de marine de 17 tonnes qui abat les arbustes comme le ferait un raz-de-marée. Après le nettoyage du terrain, les équipes de labour interviennent avec leurs tracteurs de 170 et de 240 CV tractant des charrues à 5 et 8 socs. Le labour, en fin de saison sèche, s'effectue de jour comme de nuit, les phares des engins balayant les étendues dénudées de végétation.

Une nouvelle préparation du sol est nécessaire en saison des pluies, avant les semis. Charrues à disques ou pulvérisateurs émiettent difficilement des sols engorgés d'eau sur lesquels patinent les engins. Là encore, le travail ne s'arrête pas de nuit : il faut préparer toutes les surfaces prévues pour la date des semis.

Avec les semis interviennent les avions agricoles car il s'agit d'aller le plus vite possible. Les va-et-vient de deux puis de trois avions, volant en rase-mottes d'une extrémité à l'autre des parcelles à ensemercer, ne cessent plus du matin au soir. Quelques semaines plus tard, ils reprennent leurs rondes pour l'épandage des insecticides et des herbicides. Enfin, la moisson par une batterie de moissonneuses-batteuses, en début de saison sèche, achève le cycle des travaux agricoles.

Malgré les difficultés de recrutement et la mécanisation de toutes les opérations, une main-d'œuvre salariée commence à se concentrer à Wassandé : 400 personnes en 1976, 800 deux ans plus tard. Elle comprend les agents techniques des travaux agricoles (conducteurs d'engins, «motor-boys», mécaniciens) et la masse flottante des manœuvres et des gardiens. Aucun recrutement ne s'effectue parmi la population trouvée sur la place si ce n'est quelques bergers devenus gardiens d'entrepôts.

1. En fait, ces besoins se situent déjà entre 100 et 110.000 tonnes de grains en 1980. Ils paraissent s'accroître d'environ 7 % chaque année, ce qui les portera à 160-165.000 tonnes en 1985 (d'après PLATON P. - Le marché

Camerounais, 1980, in *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 1826, 7 nov. 1980).

En 1979, à la fin de la première phase de grande culture, les superficies défrichées atteignent 7.300 ha sur les 10.000 prévus alors que les parcelles emblavées couvrent une surface bien moindre. Mais le plus grave tient à la médiocrité des rendements oscillant entre 3 et 6,5 quintaux/ha, sans tenir compte d'une récolte catastrophique en 1978 provenant de l'épandage malencontreux d'un herbicide qui ne convenait pas au blé. Ces mauvais résultats engagent les responsables à ne pas passer à la seconde phase comme prévu à partir de 1979 mais à respecter une pause afin d'améliorer les rendements. A quelles raisons tiennent ces mauvais résultats ?

Les variétés de blé tendre adaptées à l'Adamaoua ont un cycle court, compris entre 100 et 120 jours, ce qui rend leur calendrier agricole contraignant. Pour arriver à maturité en début de saison sèche (novembre), leur semis doit se situer entre le 15 août et le 15 septembre, c'est-à-dire en pleine saison des pluies. Etant donné l'irrégularité de la fin des pluies, la période optimale de semis se réduit à deux semaines, entre le 25 août et le 10 septembre. La difficulté consiste à ensemer des milliers d'hectares pendant une période si courte.

Pour surmonter ce handicap, les premiers responsables ont fait largement appel à l'avion agricole. En 1976 et 77, les avions engagés effectuent la plus grande partie des semis, en couvrant effectivement les surfaces requises. Mais ils ne font qu'étaler les semis en surface. Il faut ensuite les enterrer le plus vite possible pour éviter leur évacuation par les pluies abondantes. En fait, le hersage tracté par des engins patinant sur des sols engorgés d'eau fraîchement labourés, n'a jamais pu suivre la cadence des semis par avion. Il en est de même des engrais phosphatés épandus par avion puis entraînés par le ruissellement. L'utilisation systématique de l'avion ne fait que repousser la difficulté. Il a fallu, devant l'évidence, abandonner les semis par avion au profit des semis mécaniques. Il n'en reste pas moins que ceux-ci mobilisent déjà tout le parc de tracteurs alors que les superficies à emblaver n'atteignent encore que quelques milliers d'hectares. La période des semis deviendra une course contre la montre dès que les superficies augmenteront comme prévu.

L'utilisation de l'avion contraint au déboisement total du complexe agricole. Celui-ci se compose de «blocs» comprenant plusieurs parcelles géométriques. Le décapage du couvert boisé, la dénudation du sol labouré exposé aux fortes pluies du mois d'août, provoquent bientôt des phénomènes d'érosion spectaculaires sur des pentes pourtant insensibles : enlèvement de l'horizon meuble superficiel, griffes multiples et rectilignes de petites ravines, affouillement de marmites de géant dans les horizons argileux sous-jacents. En 1979, l'établissement de talus et de bandes herbeuses, tracés selon les courbes de niveau, remplace le canevas géométrique précédent afin de freiner l'érosion.

Les premières années voient le blé se succéder à lui-même sur toutes les parcelles, sans interruption. La culture continue du blé devait être possible grâce à l'apport annuel d'engrais phosphatés et à la pratique d'une pré-culture de soja fournissant un engrais vert. Semé en début de saison des pluies, le soja est retourné et enfoui en juillet, libérant ainsi les terrains pour le blé.

Mais l'enfouissement préalable du soja à la charrue allonge l'exposition de sols nus aux pluies diluviennes de

milieu de saison, donc aggrave les risques d'érosion. L'approvisionnement en engrais subit de nombreuses interruptions de stocks. La succession de blé sur blé favorise la multiplication des herbes adventices, surtout après le déchaumage. Dès la troisième année de culture continue du blé, les rendements chutent à 1 ou 2,5 quintaux. Ces résultats contraignent alors à l'abandon de la culture continue du blé au profit de rotations maïs-blé, soja-blé ou jachère-blé.

Ces solutions semblent donc apporter des corrections aux avatars de la grande culture telle qu'elle fut pratiquée lors des premières années. Avec quelles chances de succès ?

LE MAINTIEN DES INCERTITUDES DE LA GRANDE CULTURE.

Malgré l'adoption récente de nombreuses améliorations culturales, des incertitudes subsistent. La SODEBLE ne maîtrise pas encore suffisamment la culture du blé pour se lancer dans un grand programme de production.

L'avantage de rotations sur une culture continue paraît évident mais le choix des plantes d'assolement est-il judicieux ? Le maïs jouit actuellement de la faveur des responsables, mais ce n'est pas une plante qui repose le sol et le prépare pour le blé l'année suivante. Le développement végétal du soja est faible pour des raisons encore mal élucidées.

La pauvreté chimique des sols de Wassandé exige l'apport initial d'un engrais de fond, puis de fumures d'entretien. Les dosages des apports les plus efficaces sont encore mal connus. La neutralisation du pH acide des sols par le chaulage représente un investissement initial, mais des chaulages d'entretien s'avèreront peut-être nécessaires. Tous ces apports grèvent lourdement le prix de revient de la culture du blé.

Les avis demeurent partagés quant à l'opportunité d'un sous-solage préalable des sols pour casser l'horizon argileux sous-jacent et aérer leur profil. Certains se demandent si le passage d'engins lourds ne tasse pas ces sols et ne contribue pas à fermer leur profil.

Les premiers aménagements anti-érosifs n'ont pas tous été concluants : fossés de dérivation insuffisants ou bouchés, talus et banquettes d'herbes cisailés par des rigoles. Les deux phénomènes : fermeture du profil des sols et ampleur du ruissellement, ne sont sans doute pas indépendants l'un de l'autre.

Enfin, l'abandon de la culture continue du blé et l'adoption de rotations conduit à doubler au moins les étendues à défricher pour disposer d'une surface donnée à emblaver. La réalisation du programme initial n'exige plus 50.000 mais au moins 100.000 ha. Malgré l'étendue et le faible peuplement de l'Adamaoua, où trouver de telles étendues disponibles et convenant aux exigences de la grande culture ?

A ces incertitudes d'ordre agronomique et géographique s'en joignent d'autres. Des analyses récentes démontrent que les variétés de blé cultivées à Wassandé ne sont pas panifiables à l'état pur. Elles ne peuvent entrer que dans un mélange avec les blés importés selon les pourcentages : 15 % de farine SODEBLE et 85 % de farine importée. Cette faible proportion de farine locale panifiable remet en cause la justification de l'opération.

La SODEBLE est une société à capitaux nationaux, financée par les principaux organismes d'investissement camerounais. Cependant, l'ampleur de l'opération engage très vite le gouvernement à solliciter un prêt extérieur. Il obtient, en 1977, un prêt de 2 milliards CFA du Fonds d'Aide et de Développement d'Abou Dhabi. En 1979, la

relance du blé devait être financée par un nouveau prêt du même pays, complété par un autre d'Arabie Saoudite. Il ne semble pas que ces financements extérieurs aient encore été acquis, ce qui réduit les moyens techniques déployés lors de la première phase.

Conclusion

Du point de vue financier et technique, l'opération de Wassandé répond au modèle de coopération proné ces dernières années au profit du Tiers-Monde : un financement arabe associé à une assistance technique européenne. Mais les facilités financières engagent trop souvent à la mise sur pied d'opérations agricoles grandioses aboutissant à de médiocres résultats. L'exemple de Wassandé est révélateur d'une fausse voie de développement rural, dénoncée depuis longtemps mais toujours vivace. L'adoption de la grande culture n'était sans doute pas le seul moyen d'introduire le blé au Cameroun, ni le meilleur.

L'analyse du calendrier agricole des variétés sélectionnées dans l'Adamaoua démontre que la grande culture se révèle incapable de mener à bien certains travaux dans le délai imparti par les conditions climatiques. Il est probable que des cultivateurs, recevant la charge de cultiver le blé, ne se seraient pas heurtés à tel point à cette difficulté.

Les techniques les plus sophistiquées de la grande culture, comme l'utilisation massive de l'avion agricole, conduisent à de graves conséquences en milieu tropical : le déboisement de toute la végétation et le déclenchement d'une érosion des sols qu'aucun aménagement ne semble pouvoir freiner. A ces deux points de vue, le constat est décevant.

Contrairement aux espoirs initiaux, il est maintenant vraisemblable que le Cameroun ne parviendra pas à satisfaire ses besoins en blé d'ici plusieurs années. De plus, il se trouve grevé d'une dette supplémentaire à l'égard d'un pays étranger. Finalement, la SOMDIAA est le seul partenaire qui sorte indemne de l'affaire, bien qu'étant largement responsable de ses premiers échecs ; ne l'ayant pas financée, elle n'y perd rien. De plus, une nouvelle minoterie sera de toute façon construite au Cameroun dans un avenir proche, sinon à Ngaoundéré, du moins à Douala...